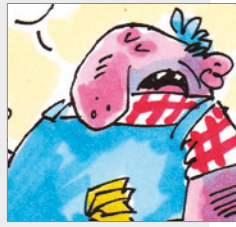




RAPPORT FINANCIER / PAGE 2
Les cotisations de la discorde



INSTANTANÉS DE CONGRÈS / PAGE 3
La deuxième journée en photos



PROGRAMME DU 9^e CONGRÈS / PAGE 4
Le déroulé de la troisième journée



ÉDITO

Des travaux riches en débats et une ligne fédérale qui prend forme

par PASCAL LE BOULC'H

Ce mardi, le congrès a vraiment commencé ! Entre le rapport financier et celui de la commission de contrôle financier qui ont suivi la présentation du rapport d'activité présenté la veille, c'est toute l'activité de la mandature qui a été jugée et commentée par notre 9^e Congrès. En bien la plupart du temps, même si des critiques et des commentaires acerbes ont été lancés par un ou deux syndicats parisiens qui, plus intéressés par les élections prochaines de la direction fédérale, ont oublié à dessein l'activité de la Filpac de ces six dernières années.

Et quelle activité ! Comment passer sous silence toutes ces luttes, ces négociations de branche, tous les actes de solidarité, de campagnes de syndicalisation et de visites de syndicats... Et que dire des créations d'outils de communication - studio Filpac, site internet, journal fédéral - et de formation avec la mise en œuvre de notre académie de formation prévue pour aguerir encore plus de nos cadres syndicaux.

Rien n'a arrêté la fédération ces dernières années dans le développement de l'activité CGT, pas plus les attaques patronales que les blocages au sein même de notre organisation. D'ailleurs, les syndicats ne s'y sont pas trompés puisque le quitus à la direction sortante a obtenu presque 90 % des suffrages !

Bien sûr, on peut regretter le temps perdu à polémiquer sur la position d'un de nos plus importants syndicats. Le SGLCE avait en effet décidé sciemment de ne verser qu'un euro par syndiqué à Cogétise, afin de tenter de déstabiliser le congrès. Mais, celui-ci restant souverain entre deux mandatures a, par le vote, signifié son refus de telles manœuvres et a gardé le cap sur l'avenir et le respect des statuts.

Vivement demain, pour discuter de nos orientations et des moyens que nous mettrons en œuvre pour les atteindre.

Vive la Filpac-Cgt quand elle défend ses valeurs et son indépendance ! ●

COULISSES

LE BUREAU DES LÉGENDES

JÉRÉMIE DEMAY

“Eh les camarades, faut sourire. On ne va pas se mettre des paires de baffes entre nous. On est une grande famille ! »

Jérôme Reuille casse le silence glacial qui s'est installé dans la grande salle du premier étage, où le bureau du congrès se réunit en catastrophe.

Quelques rictus se dessinent sur certains visages. D'autres gardent leur regard figé dans le néant, comme pour se persuader d'être dans un mauvais rêve. Pascal Lefebvre, assis au centre, attend quelques instants, comme pour laisser retomber la sidération. « Quand dans une famille il y a des petits problèmes à régler, on tente de le faire », explique-t-il. Son ton et ses mots sont assurés. Son regard ne quitte pas ceux qui sont plantés en face de lui. Notamment Didier Lourdez, du SGLCE-CGT. Ce dernier sort un calepin, un stylo, et rédige des notes frénétiquement. Sur sa gauche, David Rousselle ne semble pas décoller. Il malaxe son stylo rouge entre ses doigts. Une sorte de poupée vaudou ? Cette ambiance peu fraternelle trouve ses origines dans les questions du bilan financier quelques minutes avant. Le SGLCE-CGT ne verse plus de cotisation à la Filpac. Enfin si, un euro par syndiqué !

Patrick Bauret, devant les congressistes, n'emprunte pas les chemins de traverse pour crever l'abcès : « Être à ce niveau d'irrespect des statuts, c'est une attaque en règle contre la CGT. Cette situation est parfaitement anormale. C'est proprement scandaleux et d'une bassesse inouïe. » Le secrétaire général sortant propose tout simplement de ne pas permettre au SGLCE-CGT de voter au congrès. Cette demande conduit le bureau à statuer sur la question.

« Mais quand on est une famille, on s'appelle, non ? » interroge Jérôme. Dany Muller, tente d'apaiser la situation « il faut sortir par le haut » assène-t-il au début de son propos. Puis il reprend : « L'article 15 de nos statuts est clair : si on met la fédé en difficulté, on peut être exclu. » Didier Lourdez reste impassible, son masque sur le visage cache toute expression. Le nez dans son carnet, il griffonne. Les camarades souhaitent comprendre pourquoi les cotisations ont été arrêtées... Ce coup était-il préparé avant le congrès ? Didier

lève la tête : « Nous ne voulions pas en débattre en congrès. » Damien demande la parole. Il ne tient plus sur sa chaise, assis dans un angle du carré de tables. « Tout d'abord, il y a un problème d'arithmétique. Vous versiez 100 000 euros, avec 2 000 syndiqués. Il y a un problème. Cela veut dire que les salariés de Paris sont payés moins que le Smic ! De plus, il y a une question de démocratie derrière. Ce n'est pas parce qu'on a les moyens que l'on doit être les mieux représentés. À la CGT on met les moyens... à la CGT. Je tenais à le dire ! À la Filpac, tout le monde est

« Être à ce niveau d'irrespect des statuts, c'est une attaque en règle contre la CGT. »

à 1 %. Si tout le monde faisait comme vous ? » Didier continue de prendre des notes et rétorque par moments qu'il ne souhaite pas évoquer ce problème au congrès. Puis, à force de questions, il commence à devenir plus loquace : « Les cotisations sont mises sur une ligne budgétaire. Ce n'est pas pour faire ukulélé et fiesta (Sic.) Après le congrès, si tout se déroule comme il faut. Il n'y a pas de problème pour faire le virement après. »

Les échanges se focalisent sur la formule « si le congrès se passe bien » lâchée sur un ton sibyllin par Didier. « Je ressens des menaces. Si ça se passe bien pour vous, vous réglez vos dettes... » soupire Patricia.

David Rousselle, prend un peu de hauteur et pense à l'image que cet épisode renvoie aux congressistes : « Nous sommes venus dans un bon esprit. On veut donner un peu de dimension au congrès, mais si le premier symbole c'est l'exclusion... Je m'attendais à des choses graves, et je ne suis pas déçu. » Julien Riccardi acquiesce et va plus loin : « Quelle solution allez-vous trouver pour expliquer à l'ensemble des congressistes que certains font de la rétention de cotisation, pendant que d'autres ont dû se mettre en conformité ? » Carlos Tunon s'agace en affirmant qu'avoir payé « seulement 1 euro c'est un acte politique ». Didier ne jette plus un regard sur son carnet. Il répond et tente de reprendre le jeu en main, sans y parvenir. À côté de lui, la tension monte chez David. Le respect du tour de table ne lui donne pas la parole tout de suite. Il attend, en s'énervant sur son stylo. Les autres camarades invoquent le danger d'une jurisprudence que ce précédent pourrait créer. À quoi servirait-il de payer si tout le monde ne le fait pas ? Alice Gorlier, c'est son premier congrès. Modeste, compétente, et un sens de la rhétorique bien aiguisé. Avec sa douce voix, elle capte son auditoire : « Le SGLCE-CGT fait un putsch en disant que le 1 % décidé par la CGT c'est de la merde. Entre donner 1 % et filer 1 euro, la différence est énorme. C'est

« Le SGLCE-CGT fait un putsch en disant que le 1 % décidé par la CGT c'est de la merde. »

lâche, et l'origine de tout ça c'est vous. »

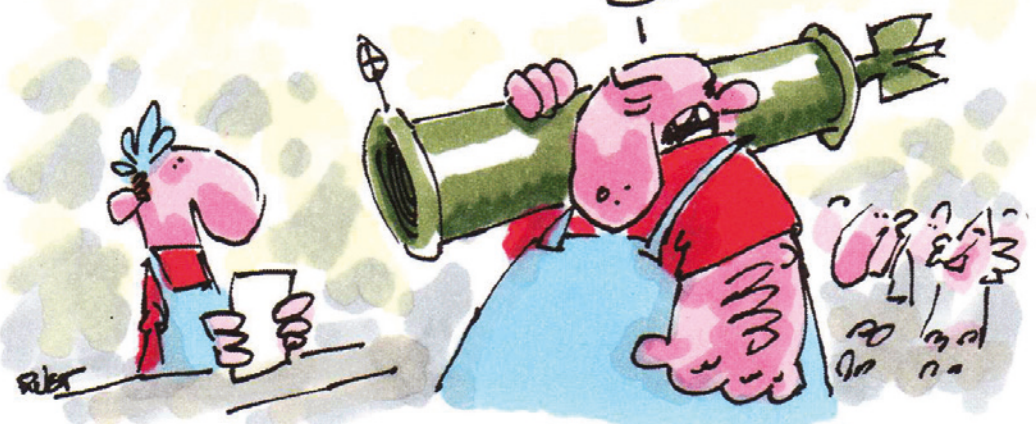
Après sa tirade, elle reprend tranquillement sa place sur son siège. Ses mots précis ont recentré tout le monde. Julien Riccardi enfonce le clou : « Si on redescend pour expliquer que la ligne budgétaire est débloquée ça ne passera pas. Personne ne comprendra ! » Carlos clôt le tour de table : « Il n'y a pas de volonté de vous exclure. C'est vous qui le voulez ! » Si au départ, les intentions de votes des membres semblaient équilibrées, les explications hasardeuses de Didier changent la donne. Avant le vote final, Pascal Lefebvre confirme : « On ne peut pas laisser passer ça, prévient-il. Vous imaginez le message que ça envoie ? Ça ne peut pas être un moyen de pression. Quand on prend en otage le congrès de syndicat, on biaise le débat. C'est mûrement réfléchi de votre côté. » Résultat : seules quatre voix s'opposent. Pas assez, donc le congrès pourra se prononcer pour ou contre les votes du SGLCE-CGT. Après ce bureau, long, très long, trop long des petits groupes se forment dans la cour. Certaines mines sont déconfitées ou tendues. D'autres sont au contraire radieuses. Comme si le congrès allait réellement pouvoir commencer. ●

CONGRÈS FILPAC 2022 : YA DES MÉCONTENTIS... ET DES CONTENTIS !!



CONGRÈS FILPAC 2022 : UN DÉBAT SÉRÉIN...

ON A UN TRUC À DIRE !!



Équipe de l'impac : Jérémie Demay, Anne Duvivier, Myriam Guillimin, Pascal Lefebvre, Frédéric Joffre, Delphine Revol, Rust (illustrations), Pascal Auguste (photos) et le syndicat FILPAC CGT des imprimeries nantaises. Directeur de la publication : Patrick Bauret. Pôle communication filpaccgt2022.

ATMOSPHÈRE

Sortie de secours

ANNE DUVIVIER

« L' », on va dormir, ce matin... » soupire un congressiste en se laissant tomber sur son siège. Camarade, toi, tu ne ferais pas carrière dans la voyance !

Le rapport financier de Pascal Lefebvre produit un effet de réveille-matin ou plutôt de coup de clairon. Dès son évocation de la question des cotisations, une légère houle parcourt les rangs. Échange de regards circonspects chez les personnes concernées qui sentent soudain venir l'orage. Pascal poursuit son allocution dans le silence d'une assemblée un rien tétanisée. « Je crois qu'il vise Riccobono » souffle quelqu'un à son voisin. Avec l'intervention de Pascal Akoun, les murmures s'amplifient. Ses mots cogent : « catastrophe », « omerta », « division ». « Hou, ça sent pas bon ! » s'émeut mon voisin. Celle de Didier Lourdez renforce les apartés. « Nous on est tous à jour de nos cotisations, ceux qui ne le sont pas n'ont pas de légitimité et c'est tout » commente à mi-voix, avec agacement un délégué.

À la pause, on essaie de parler d'autre chose, histoire d'évacuer un début de traumatisme : le temps qui s'est gâté, et pas seulement dans la salle, un bon plan pinard...

À la reprise des débats, on accueille avec reconnaissance et applaudissements chaleureux les témoignages, d'une autre densité humaine : Alice, Aldo, persécutés – le mot n'est pas trop fort – pour leur engagement de chaque instant, victorieux à force de courage, de persévérance et aussi... de solidarité de la fédération.

Le village des luttes, en début d'après-midi, captive pareillement l'auditoire, mais, comme l'écri-

raient les confrères amateurs de clichés, « la tension est palpable ».

La question du vote, qu'on voyait arriver depuis le matin, déboule avec fracas : « Êtes-vous pour le maintien des candidatures du SGLCE-CGT au CEN ? ». Ceux-ci brandissent la menace d'implosion de la Filpac. Des camarades sont visiblement ébranlés : « Moi, je ne veux pas prendre part au vote ! » Tandis que les membres du bureau quittent la salle en catastrophe pour une réunion extraordinaire, de petits groupes éternés se forment dehors. Par chance, la bruine de la matinée a cessé. Conciliabules, cigarettes, cent pas... La plaisanterie la plus entendue est, les yeux fixés sur l'étage où se tient la réunion : « Alors, toujours pas de fumée blanche ? »

« De toute façon, c'est plié, se répète-t-il un peu partout. C'est eux ou l'équipe actuelle, mais ce serait une illusion de croire qu'ils pourraient travailler ensemble. »

Brusquement surgit en procession l'équipe du bureau. Cette fois, personne ne traîne pour rentrer. Le verdict tombe : ce sera le vote. Ultime tentative de Pascal Akoun et Didier Lourdez d'éviter l'inévitable : la promesse de rembourser les cotisations non versées... Mais le brouhaha s'amplifie, les délégués sous pression ont hâte d'en finir. Quelqu'un s'en va en criant « Au revoir Erdogan ! » dans l'indifférence générale. L'affaire est rondement menée. Le résultat tombe, sans appel. Le SGLCE-CGT, clairement désavoué, quitte la salle dans un silence de plomb.

« Le congrès va pouvoir commencer » conclut sobriement un camarade qui n'aura vraiment pas eu le loisir de faire une petite grasse matinée et encore moins une sieste.

Dehors, les délégués défaits auraient bien besoin d'un petit verre. Mais, pas de chance, le bar est fermé. Alors on les voit disparaître en file derrière les forsythias... Décidément, quand ça veut pas, ça veut pas. ●



RAPPORT FINANCIER

Cotisations de la discorde

MYRIAM GUILLIMIN

« D' », difficile d'intéresser les congressistes aux aspects financiers de l'organisation », lance Pascal Lefebvre. Même clairsemé, l'auditoire ne bronche pas. À l'évocation de ceux qui font le choix de

« ne pas reverser leurs cotisations à la fédération », les rangs s'animent légèrement. Mais Samira a pris soin de rappeler les temps de parole de chacun pour éviter toute ambiguïté et fâcherie sur le sujet. Visiblement elle a bien fait. Même si quelques-uns vont tirer un peu sur la ficelle. Un gong sera là pour un petit rappel à l'ordre.

L'argent c'est le nerf de la guerre. Et peut-être plus encore pour un syndicat dont les moyens d'action ne peuvent pas être entravés sous peine de se retrouver à la merci des patrons. Le constat vaut aussi pour la désunion... Pascal Lefebvre le rappelle : « Les ressources financières garantissent l'autonomie d'un syndicat. La cotisation est essentielle et la règle de reversement à la fédération n'est pas négociable. Dès lors qu'un syndicat ne verse qu'un euro par salarié, on peut s'interroger sur le respect de nos vies communes. » À destination de ceux qui ont dû se reconnaître, l'orateur poursuit : « La rétention de cotisation est mortifère pour notre organisation. » Le ton est donné. Le discours continue sur la courbe en baisse des adhésions. La recherche de moyens financiers est permanente dans la fédération, avec en ligne de mire le risque d'une étatisation qui, lui, est bien réel. D'où la pertinence de publier ses comptes pour maintenir une vraie indépendance. Et le président de regretter que trop de syndicats, alors qu'ils en ont l'obligation, ne rendent pas publics leurs comptes, et se mettent hors la loi. « C'est s'exposer immédiatement à une attaque patronale », insiste-t-il. Les cotisations sont le reflet de la force d'un syndicat. Le président n'a pas occulté les autres facteurs en cause dans la diminution annuelle de reversement de cotisations, dont évidemment la baisse du pouvoir d'achat.

« Mais il est indispensable d'inverser la tendance ». Durant ce mandat, le projet d'appel au Fonds social européen, mené depuis 2015, fait partie de ces nouvelles sources de revenus (480 000 E) obtenues avec succès. La négociation d'accords collectifs de branche de financement a également permis d'enregistrer de nouveaux produits financiers. La formation syndicale n'est plus une charge pour la fédération, mais au contraire un moyen de faire entrer de l'argent.

L'argent c'est le nerf de la guerre. Et peut-être plus encore pour un syndicat dont les moyens d'action ne peuvent pas être entravés sous peine de se retrouver à la merci des patrons.



Mais la recherche de tous ces financements n'a qu'un but et un seul : celui d'avoir les moyens d'accompagner les luttes des syndiqués, avec parfois des issues incertaines. Dans le même temps, il a fallu consolider les comptes. Des bureaux à Montreuil ont été vendus et il n'est pas exclu d'en vendre à nouveau. « Ce sera à la nouvelle mandature de décider. » Le télétravail a été mis en place et des moyens techniques de communication développés. « Nous avons économisé sans renier notre efficacité. » Enfin, le travail en lien avec les structures syndicales en région s'est densifié afin d'améliorer les relations, ce qui a provoqué le Filpac Tour. Malgré le coût important de ce dernier, mais grâce aux économies réalisées en amont, le compte 2020 de la fédération est redevenu positif.

La mandature s'achève donc sous des astres plutôt favorables. Les délégués décideront si oui ou non elle devra se poursuivre avec la même coalition à sa tête. ●

DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT
Cabinet d'Expertise Comptable - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

- ◆ La Situation Économique et Financière
ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL
- ◆ La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi
ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL
- ◆ Les Orientations Stratégiques
ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL

01 42 17 04 15 - contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

SECAFI

GRUPE ALPHA

À VOS CÔTÉS, POUR VOUS ACCOMPAGNER TOUT AU LONG DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE

Construisons ensemble les équilibres de demain

- » Maîtriser les enjeux de prévention des risques professionnels
- » Décrypter les orientations stratégiques de votre entreprise
- » Analyser la situation économique et financière
- » Élaborer des alternatives aux transformations
- » Vous accompagner dans vos négociations

Pour en savoir + www.secafi.com

Patrick MALLEVIALE • Tél. : 06 73 48 43 86 • patrick.malleviale@secafi.com
Christophe GAUTHIER • Tél. : 06 79 05 16 92 • christophe.gauthier@secafi.com

SATEC

COURTIER EN ASSURANCES

PLUS DE 1 000 ASSOCIATIONS & CSE NOUS ONT CHOISIS
UN SAVOIR-FAIRE ET UNE EXPERTISE DANS L'ASSURANCE DES COMITÉS D'ENTREPRISE

- Responsabilité civile (associations & mandataires sociaux)
- Multirisques (locaux / incendie)
- Assurance matériels informatiques
- Assurance auto & mission
- Dommages Ouvrage

PLUS DE 150 000 SALARIÉS NOUS FONT DÉJÀ CONFIANCE
UN SPÉCIALISTE DE L'ASSURANCE DES GROUPEMENTS DE SALARIÉS

- Assurance Auto - Moto
- Assurance Habitation - Scolaire
- Assurance Plaisance
- Assurance Santé - Accidents de la vie

Contactez-nous : Michel FONTAINE : 06 87 21 72 25

INSTANTANÉS DE CONGRÈS



Les doigts dans la crise, la Filpac s'active

Papeterie de Bègles, Chapelle Darblay, Paris-Normandie, ou encore le groupe papetier Arjowiggins, sans oublier la Sad, quelques exemples de combats dans lesquels la CGT Filpac a été chef de file.

 DELPHINE REVOL

En vingt ans, le groupe papetier Arjowiggins est passé de quelque 10 000 salariés... à 5 ! Les fermetures de sites se sont enchaînées, malgré l'aide de la CGT, mais la gestion désastreuse du PDG a été plus forte que tout. Le papetier Fibre Excellence, et ses deux sites emblématiques de Tarascon et de Saint-Gaudens, a subi un redressement judiciaire. Sur son site des Bouches-du-Rhône, les négociations sont allées de pair avec la recherche d'un repreneur pour maintenir l'activité. Malgré des blocages sur les salaires, qui ont dû être revus à la baisse entre 4 et 8 %, l'emploi a été conservé. « Le repreneur de Tarascon n'est autre que Fibre Excellence, qui a pu ainsi effacer 160 millions d'euros de dettes, grâce aux ordonnances Macron » raconte, non sans ironie, Carlos Tunon, responsable du pôle papeterie à la CGT Filpac. « Ils ont rentré du cash à la pelle grâce à la hausse du prix de la pâte à papier. »

Après un plan social et un plan amiante, puis de nouvelles embauches, « aujourd'hui, l'usine tourne normalement » assure Carlos Tunon, « mais les copains se battent actuellement pour récupérer une partie de leur salaire ». Le syndicat a même repris des couleurs en passant d'une poignée de salariés syndiqués à 35 aujourd'hui.

Seul caillou dans la chaussure : des associations de défense de l'environnement dénoncent la pollution générée par l'activité de la papeterie. Mais le responsable des papeteries de la Filpac l'assure : « Ce n'est plus le cas ! Le taux de rejet est revenu dans les normes européennes. » L'entreprise semble par ailleurs

volontaire pour investir dans son réseau de traitement des rejets, afin de suivre l'évolution des normes. « Il reste encore du travail pour pérenniser le site » conclut Carlos Tunon. ●

SAD MARSEILLE : L'EXEMPLE DE RÉUSSITE

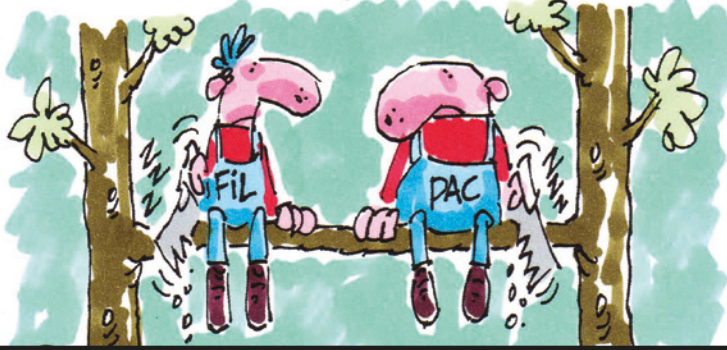
Exemple de lutte sociale réussie : la SAD (Société d'agence et de diffusion) à Marseille, reprise par les salariés eux-mêmes, sous la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Une fois l'entreprise placée en liquidation judiciaire au lendemain du premier confinement, les salariés ont aussitôt occupé le site, avant de décider de prendre en main leur destin et celui de leur entreprise. Quatre mois de non-distribution de journaux sur Marseille, en pleine période d'élections municipales et régionales, et neuf mois d'occupation du site par les salariés, la Scic est créée et tous les salariés ont repris le travail.

Les pouvoirs publics, comme les transporteurs, se sont aussi investis dans la nouvelle société. « On essaie de développer les points presse sur Marseille et alentours » témoigne un représentant syndical de la SAD. Si le bilan comptable est en cours, « la base du chiffre d'affaires est réelle ». Une petite ombre au tableau demeure : « On a perdu des adhérents CGT pendant la bataille. » Les délégués marseillais regrettent aussi que ce modèle qui s'est aussi appliqué à Lyon, n'ait pas été dupliqué ailleurs : Le Mans, Bordeaux, Toulouse... Les salariés associés ont aussi témoigné de l'appui de la fédé dans leurs luttes : « Serrons-nous les coudes en mettant de côté notre orgueil. » Ou l'importance d'être tous solidaires, surtout en période de crise. III



RUST REGARDE LE CONGRÈS

CONGRÈS FILPAC 2022...
LES PATRONS VONT-ILS POUVOIR RESPIRER?!



Les journalistes jouent collectif

LA RÉDACTION

Depuis deux ans, une équipe de journalistes mène des actions concrètes pour défendre leurs conditions de travail au sein d'un collectif. La Filpac-CGT avait délaissé cette profession malgré son adhésion à la convention collective. Pourtant, les journalistes ont de vrais besoins et revendications. Surtout, dans un univers où la précarisation se développe aussi vite que le salariat disparaît au profit du droit d'auteur et de l'auto-entreprenariat. À cela s'ajoute, l'inflation des tâches dans les rédactions. Un journaliste en presse hebdomadaire régionale doit souvent être un homme-orchestre en jonglant entre l'écrit papier, le web, la vidéo, le son, la mise en page... Rechercher de l'info et nouer des contacts ? Les patrons de ce type de médias préfèrent noircir des pages pour habiller les publicités, plutôt que d'informer les citoyens.

Le collectif mène des actions concrètes, en plus de rédiger des communiqués et de soutenir les camarades. Comment ? Avec la demande de création d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) au sein de la branche des journalistes, qui peine à se mettre en place, malgré l'obligation légale. Une

telle instance permettrait, forme de presse par forme de presse, comme le prévoit la convention collective, de négocier notamment des mises à jour des qualifications, des classifications et des minima journalistes...

Le 18 novembre dernier, à Montreuil, le collectif a organisé un forum des journalistes, avec un objectif simple et ambitieux. Pendant trois tables rondes, la question des statuts du travailleur journaliste, du développement du journalisme web, et des difficultés liées à l'investigation ont été débattues durant toute la journée. Pour l'occasion, la Filpac a, entre autres, invité Jean-Marie Charon, sociologue du journalisme, Denis Robert, créateur d'une webtélé d'investigation, Michel Muller, créateur d'un média web local, Véronique Brocard de *Siné Mensuel*, Caroline Constant de *L'Humanité*, ou encore David Garcia, journaliste d'investigation indépendant... Bref, des pointures qui ont pu s'exprimer librement devant plus d'une soixantaine de personnes, sans compter celles présentes derrière leur écran.

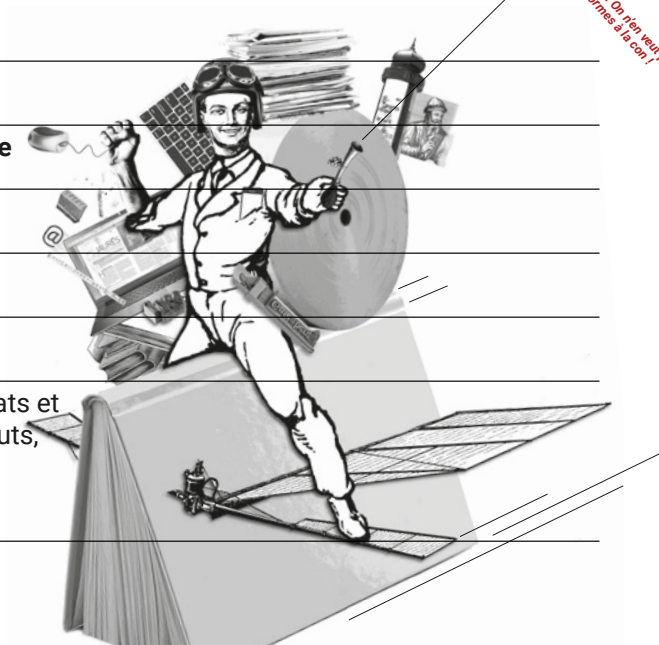
Bref, la présence de journalistes au sein de la Filpac est non seulement naturelle, mais trouve tout son sens. Après, du papetier à l'imprimeur, du journaliste à la livraison, en passant par la publicité et la communication, la Filpac reste le seul syndicat à réunir toute la chaîne de la production de l'information. ●

mercredi

LE DÉROULÉ DE LA TROISIÈME JOURNÉE

Mercredi 6 avril 2022
8h>18h45

8h	Réunion du bureau du congrès
8h30	Début des travaux
9h00	Rapport de la commission d'orientation : premier thème / Vote du thème 1
9h15	Thème 2 : POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES SOCIALES. Présentation et débats (Introduction : film <i>Petite histoire de la réduction du temps de travail</i>) DES CONVENTIONS COLLECTIVES DU 21^e SIÈCLE POUR NOS INDUSTRIES
10h45	Pause (20 mn)
11h05	Interventions et débat : CSE entre expertise syndicale et rôle des cabinets d'experts
12h	Rapport de la commission d'orientation : deuxième thème / Vote du thème 2
12h10	Élection de la présidence 5 ^e séance
12h15	Repas
14h	Thème 3 : INDUSTRIE ET ENVIRONNEMENT POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT
15h30	Pause (20 mn)
15h50	Rapport de la commission d'orientation : troisième thème / Vote du thème 3
16h	TABLE RONDE / Débat : LES ENJEUX DU SYNDICALISME INTERNATIONAL (Introduction : film <i>Syndicalisme international</i>)
17h30	Débat
18h35	Présentation de l'imprimerie Rivet
18h40	Élection de la présidence 6 ^e séance
18h45	Fin des travaux
18h45	Marché des producteurs locaux
20h30	Repas
20h45	Réunion des commissions : mandats et votes, document d'orientation, statuts, candidatures



Programme susceptible de modifications de dernière minute

Audiens

PROFESSIONNELS DE LA PRESSE,
nous protégeons vos talents.

Retraite complémentaire Agirc-Arrco | Assurance de personnes
Congés spectacles | Accompagnement solidaire et social
Services aux professions

www.audiens.org

FCOM formation Le centre de formation de référence pour les métiers des industries graphiques

Vous souhaitez étendre vos compétences dans le secteur des industries graphiques ? Choisir Fcom Formation c'est la garantie d'être formé dans les règles de l'art pour être opérationnel immédiatement.

Avec 20 ans d'expérience dans le domaine des industries graphiques, nos équipes, dont 2 Meilleurs Ouvriers de France, dispensent des formations courtes ainsi que des formations qualifiantes sur l'ensemble de la France. Notre approche est autant pratique que théorique. Nos formateurs utilisent des cas concrets issus de votre propre production pour illustrer les bonnes pratiques et optimiser le paramétrage de vos outils.

Listing des formations (non exhaustif)
Personnalisation de formation possible

- Colorimétrie et gestion de la couleur au prépresse
- Calibrages au prépresse
- Contrôle et modification des fichiers pdf
- Colorimétrie pour l'offset
- Mise en conformité des presses offset
- Maintenance des presses offset
- Rédaction de documents normalisés
- Mise en place d'un système de management de la qualité
- Normes ISO et standardisation
- Finition ...

Nos formations peuvent être prévues dans le cadre d'un **accompagnement** pour l'obtention des **certifications PSO** et/ou **PSD**.

www.fcomformation.fr

Qualiopi processus certifié RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Une question ? Nous sommes à votre écoute ...
[@contact@fcomformation.fr](mailto:contact@fcomformation.fr)